



## Pour une Information Alternative, Forcément !

### [ INTERNATIONAL ]

P2 - [ PORTRAIT ] Patrice Lumumba

### [ ÉCONOMIE ]

P3 - Stable, l'économie américaine ?

### [ SERVICES PUBLICS ]

P4 - Cliniques privées  
et argent public

### [ POLITIQUE & SOCIÉTÉ ]

P5 - Le chaînon manquant à gauche

P6 - [ DOSSIER ] Expulsions

P8 - FBI made in France

P9 - Les héritiers du patronat et  
ceux 68 sont dans un bateau...

### [ ENVIRONNEMENT ]

P10 - Des voitures plus  
écologiques ?

P11 - Cherchez, mais pas  
des embrouilles

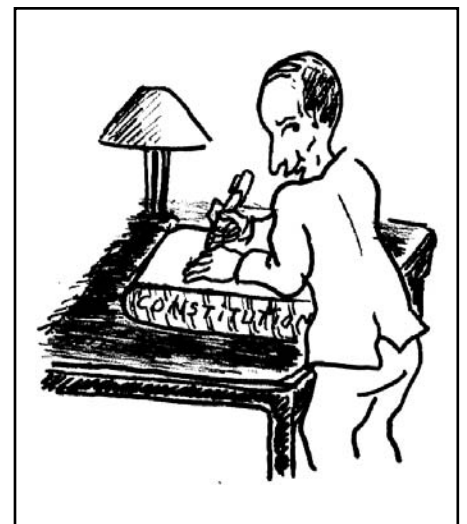
### [ À TRAVERS LES MÉDIAS ]

P11 - Un cas de censure passé  
inaperçu

P12 - POUR MÉMOIRE ]  
+ AGENDA ]

CHERS LECTEURS DU PIAF,  
en raison des récentes grèves à  
l'initiative de quelques privilégiés,  
nous sommes dans l'obligation de  
faire paraître un numéro double  
avec un peu de retard...  
Si notre hypocrisie vous choque :  
[contact@le-piaf.org](mailto:contact@le-piaf.org)

## Vite, un traité simplifié...



Nicolas Sarkozy à peine élu s'est lancé de façon très volontariste dans la poursuite de la construction européenne. Il a réussi à convaincre avec son projet de « mini traité », ou « traité simplifié ».

Mini ou simplifié, il ne l'est pas : le projet de « traité modificatif » comporte plusieurs centaines de pages avec 297 modifications des traités existants, douze protocoles et quelques dizaines de projets de déclarations ayant la même valeur juridique que les traités. Et semble peu éloigné, selon les commentateurs, du Traité constitutionnel rejeté par référendum en 2005.

Il a été formellement adopté par le sommet européen des 18 et 19 octobre 2007, sera signé le 13 décembre par les 27 membres de l'Union



européenne, puis soumis à ratification, un processus qui devrait être conclu avant les élections européennes de juin 2009.

[SUITE EN P4]



## [ PORTRAIT ] Patrice Lumumba

Patrice Lumumba fut une des figures les plus populaires des indépendances africaines.



Il naît en 1925 dans ce Congo colonial qui plaisait tant à Hergé, fait des études primaires brillantes, puis complète ses connaissances en autodidacte vorace. Il rencontre au fil des pages les héros des Révolutions françaises, de Russie ou d'Haïti qui enracinent en lui la soif de justice et de lutte qui ne le quittera plus jamais.

Il travaille dans une société minière, ce qui lui permet de prendre la mesure du pillage dont son pays est victime et de l'incroyable richesse de cette patrie qu'il a toujours connu si pauvre. Il se lance dans le journalisme puis s'intéresse à la politique, d'abord dans un parti belge dont les idées sur le Congo semblent progressistes ; c'est l'époque où la Belgique lâche un peu de lest... des partis politiques locaux vont même être autorisés pour les municipales de 1957 !

Lumumba est invité l'année suivante à Bruxelles pour l'Exposition universelle qui l'écoeure à l'extrême. Il prend alors des contacts avec des groupes anticolonialistes et, dès son retour, fonde le Mouvement national congolais (octobre 1958).

Les autorités belges le repèrent tout de suite comme un dangereux leader et tentent de l'arrêter à l'occasion d'une réunion publique, ce qui déclenche une vé-

ritable émeute (30 morts tout de même). Les belges ont réussi leur coup, Lumumba est un héros et la rage d'être indépendant redouble dans le cœur des congolais. Arrêté, jugé et emprisonné, Lumumba est devenu incontournable. Il est alors invité à la table des négociations sur l'indépendance qui interviendra en juin 1960.

Lumumba devient l'éphémère Premier ministre de la jeune république. Le massacre des officiers belges restés temporairement en place précipite les événements : une crise politique et l'arrivée d'un corps expéditionnaire belge. Lumumba est limogé par le président (Kasa-Vubu) qui sera démis de ses fonctions par l'Assemblée restée fidèle au MNC. Un certain Mobutu fait alors un coup d'État, avec la bénédiction et l'appui des occidentaux. Il fait arrêter Lumumba.

En janvier 1961 Lumumba et quelques autres sont envoyés au Katanga, région qui faisait sécession avec le soutien de la Belgique. Humiliés, peut-être torturés, ils sont finalement fusillés par des Katangais sous les ordres d'un officier belge. Qui a armé Mobutu et tué Lumumba ? Les belges, c'est certain, un peu la francophonie naissante (?), mais aussi le bon président Kennedy qui n'aimait pas trop ce jeune dirigeant, d'un pays aux ressources si prometteuses, mais qui osait parler de démocratie, de développement, de non-alignement et, péché fatal, qui osait entretenir des relations avec l'URSS (certains l'accusèrent alors de vouloir « accrocher » le Congo au bloc communiste, mais rien n'est moins sûr).

Lumumba est entré dans la légende, mais le Congo est resté dans la misère et la dictature. C'est la malédiction de ce pays que de devoir être toujours pauvre et pillé, alors qu'il dispose de richesses minérales gigantesques.

**JMJ**



## Stable, l'économie américaine ?

Depuis certains mois, la faiblesse de l'économie américaine est devenue plus évidente que jamais. Néanmoins, les grands journaux et responsables politiques répètent que les fondamentaux de cette économie seraient stables et sains (hormis le secteur immobilier à cause du problème « isolé » des prêts irresponsables appelés « subprime »). Rien à craindre, ce serait toujours un modèle à suivre. Mais il faut regarder cette situation de plus près et avec un œil plus objectif. D'abord, la plus grande économie du monde n'est pas fondée sur la production mais sur la consommation – et une consommation financée par le crédit. Les délocalisations successives ont miné la base de la manufacture industrielle. Les nouveaux emplois créés, souvent dans le secteur des services, sont pour la plupart mal payés et les salaires ne grimpent pas à la même vitesse que les prix. Les dépenses des ménages augmentent rapidement, surtout sur les postes énergie et santé, et une très grande partie de la classe moyenne américaine a du mal à boucler le mois sans s'endetter plus. L'accès facile au crédit favorise cet endettement ; le taux d'épargne général est négatif. Après l'éclatement de la bulle technologique en 2000 et les événements du 11 septembre 2001, la stratégie américaine pour éviter une récession est de baisser les taux d'intérêt à 1 %, pour encourager la construction immobilière et la surconsommation à crédit. À ceci s'ajoutent l'aventurisme militaire et toute l'activité économique qui en découle (dépenses militaires et contrats pour la reconstruction des pays détruits par ces guerres). Bref, depuis 2000, la croissance américaine est largement déconnectée de l'économie productive « réelle ».

C'est dans ce contexte que la bulle immobilière a éclaté et que la crise de crédits dits « subprime » (qui était prévisible) est survenue. La guerre en Irak, qui est un échec à la fois militaire et financier, sape les ressources d'une économie déjà surendettée. La menace d'inflation est réelle et les indices de la confiance des consommateurs baissent – un problème grave dans une économie dépendante de la consommation. Les saisies immobilières ont plus que doublé en un an. Les « fondamentaux » de cette économie ne sont certainement pas si stables qu'on veut bien nous le laisser croire.

**Oliver Carmine**

1 - Voir *Le Piaf*, n°13 d'avril 2007, « Croissance à crédit », et n°9 de novembre 2006, « Après la bulle, les saisies ».

### La vraie valeur du dollar

Chacun a remarqué la chute impressionnante de la valeur du dollar dans les derniers mois. Et les économistes confirment que le billet vert est toujours « surévalué » et qu'il va probablement encore baisser. Jusqu'où ? Et quels en seront les effets ?

La Banque centrale américaine prétend ne pas pouvoir expliquer les variations des valeurs des devises, car les fluctuations des échanges seraient trop complexes pour leurs instruments d'analyse. Mais il y a bien des facteurs qu'on doit mettre en lumière, même si ces révélations sont douloureuses pour les banquiers.

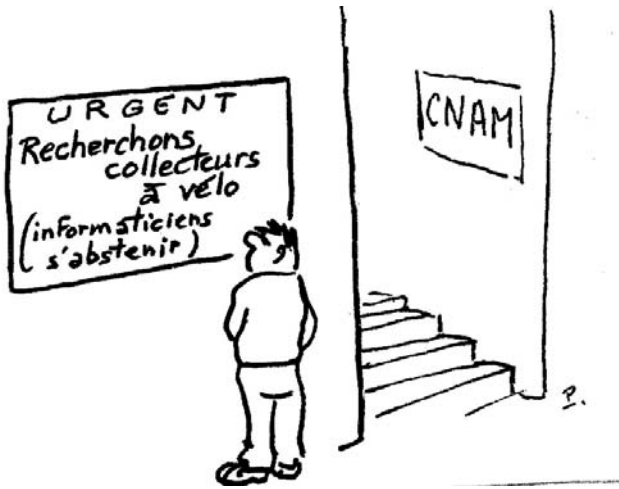
La valeur du dollar est fondée sur sa position hégémonique depuis un demi-siècle comme monnaie de réserve mondiale. Tant que les banques centrales des autres pays veulent garder des dollars dans leurs réserves nationales, il y aura toujours une demande pour cette monnaie. C'est cette demande qui soutient, depuis des décennies, sa valeur (et non pas la solidité de son économie comme dans les autres pays). Ceci a permis au dollar de rester fort, ou plutôt « surévalué », même quand l'économie souffrait d'énormes dettes extérieures. Tout autre pays aussi endetté serait déjà entré en crise.

Le déficit commercial s'élève aujourd'hui à 840 milliards de dollars par an. Cela veut dire que l'Amérique consomme 70 milliards de plus par mois que ce qu'elle ne produit. Pour compenser, Washington fait tourner la planche à billets. Ces nouveaux dollars, émis sous la forme de bons de trésorerie, remplissent les réserves des pays partenaires commerciaux. Le principal produit exporté des États-Unis est le dollar lui-même. Une partie de ces dollars revient sous la forme d'investissements et d'achats de biens américains. Non seulement l'Amérique est déficitaire, mais elle vend même son capital.

Depuis quelques années les banques centrales mondiales affichent un désir de « diversifier » leurs réserves. La baisse de la valeur du dollar reflète ainsi la baisse de la demande pour cette monnaie. Sans son rôle de monnaie de réserve et étant donné le très grand nombre de dollars en circulation, sa « vraie » valeur est inconnue. Le manque de monnaie de réserve alternative empêche sa chute libre et l'Europe ne pourrait pas se permettre un Euro beaucoup plus fort. Cette situation, qui échappe au contrôle des banques centrales, va certainement créer des tensions dans les mois à venir. ■



## Cliniques privées et argent public



Imaginons un client de clinique privée, s'acquittant du forfait de 18 euros qui s'applique aux actes supérieurs à 91 euros. Il est heureux, forcément, tellement fier de « sauver la Sécu » ! Le patron de la clinique l'est encore plus, car le forfait reste dans sa poche. La

la trésorerie des cliniques privées grossit... grossit... grâce à l'argent des malades.

Ce n'est pas la première fois que l'informatique de la Cnam sert les intérêts des cliniques privées : la Générale de Santé, premier groupe privé de cliniques en

Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam) est en effet incapable de collecter cette somme qui lui est due, à cause d'un système informatique défaillant<sup>1</sup> ! Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006, date de l'entrée en vigueur du forfait,

France, avait déjà exploité les errements informatiques et comptables de la Sécu pour se faire payer deux fois les soins. L'affaire avait été révélée en février dernier par *Le Canard Enchaîné*.

Comme le rappelait justement un communiqué de la Cnam du 5 juillet dernier, « l'Assurance maladie veille à ce que les ressources confiées par la collectivité ne soient pas détournées par un petit nombre. »

**Folubert Sansonnet**

1 - Le directeur de la Cnam, Frédéric Van Roekeghem, a lui-même reconnu des faiblesses dans l'informatique de son organisme. (Agence de presse médicale, le 14/09/07)

Source : Union des familles laïques [www.ufal.org](http://www.ufal.org)

## [ POLITIQUE & SOCIÉTÉ ]

[SUITE DE LA UNE] Comment ? La procédure parlementaire semble privilégiée.

Selon Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la Convention européenne, l'intérêt de cette « subtile manoeuvre » est « d'abord et avant tout d'échapper à la contrainte du recours au référendum, grâce à la dispersion des articles et au renoncement au vocabulaire constitutionnel. Mais c'est aussi, pour les institutions bruxelloises, une manière habile de reprendre la main, après l'ingérence des parlementaires et des hommes politiques, que représentaient à leurs yeux les travaux de la Convention européenne. Elles imposent ainsi le retour au langage qu'elles maîtrisent et aux procédures qu'elles privilégient et font un pas de plus

qui les éloigne des citoyens.»<sup>1</sup>

*Le Piaf* s'est constitué en réaction à l'unanimité de la campagne référendaire de 2005 en faveur du oui. Nous considérons que la politique est l'affaire de tous, même lorsqu'il s'agit d'institutions, que le débat est nécessaire au fonctionnement de la démocratie. Ce projet nie les messages envoyés par le « non » du peuple français en 2005 : deux ans après son lancement, *Le Piaf* a plus que jamais des raisons d'exister.

**Le Piaf**

1 - *Le Monde* du 26/10/2007

Association loi 1901 « **Le Piaf** »

3 rue d'Orchamp  
75018 Paris - France  
contact@le-piaf.org  
[www.le-piaf.org](http://www.le-piaf.org)

Directeur de la publication : **le Piaf**

Comité de rédaction : **Alex D., Aldo Bernard, Bo.F., Cluc, Damien S., Gaël Mahé, JMJ, Katerina Bauhaus, M. Solal, Magali, Oliver Carmine, Patrick, PB, Pierre Fouilhoux, Robert Moineau.**

ISSN : 1957-0031

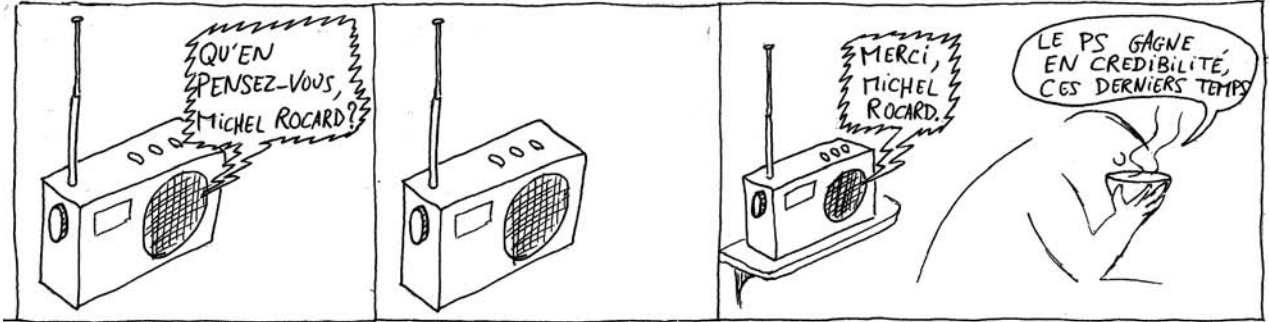
©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons. Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes : # Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation). <http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>





# Le chaînon manquant à gauche



**A**vec l'élection de Nicolas Sarkozy, un cycle politique d'alternance gauche-droite vient de se finir. La droite, qui se dit libérale, reprend aujourd'hui les thèmes de l'insécurité et du repli nationaliste. Mais pour construire d'autres espoirs à gauche, il faut penser aux stratégies et aux débouchés politiques qui offriront d'autres choix aux nombreux électeurs qui n'ont certainement pas voulu vivre cette avalanche de réformes inégalitaires.

Bien sûr certains attendent un renouveau du PS qui semble pourtant s'éloigner à chaque élection un peu plus à droite. Bien sûr, d'autres attendent le grand soir et se réjouissent de voir les partis les plus à gauche gagner du terrain électoral. Mais ces solutions ne semblent pas en mesure de battre demain la droite ou le centre-droit.

Plutôt qu'attendre des lendemains qui déchantent, il est urgent de construire le chaînon manquant entre les électeurs de gauche et les urnes.

Ce débat est pour l'instant celui

des organisations et ne restera que de vagues intentions, élections municipales obligent. Ce sont les élections européennes qui pourraient être le point de départ d'un nouveau parti, La Gauche, à l'image du parti allemand « Die Linke ». L'objet de ce scrutin et sa nature proportionnelle permet de l'utiliser

comme rampe de lancement.

Le sort des classes populaires doit être au centre des propositions et

**Le sort des classes populaires doit être au centre des propositions et porter sur ce qui détermine leur quotidien c'est-à-dire le partage des richesses.**

porter sur ce qui détermine leur quotidien c'est-à-dire le partage des richesses. Pour cela, les propositions devront être énoncées simplement en cohérence avec un vrai projet de transfor-

mation. Par exemple, exiger de récupérer les 10 points de PIB que le travail a perdu au profit du Capital ; affirmer qu'ainsi les régimes sociaux, santé, retraite retrouveraient un équilibre. Pourquoi ne

pas stigmatiser les dominants, pas les 10 % les plus riches mais les 1 % de ces 10 % qui concentrent l'essentiel de l'augmentation de la

**Pourquoi ne pas stigmatiser les dominants, pas les 10 % les plus riches mais les 1 % de ces 10 % qui concentrent l'essentiel de l'augmentation de la captation de valeur.**

captation de valeur. Sans oublier de rappeler que les seuls véritables objectifs sont de respecter la nature et notre modèle social.

« La Gauche » devrait pouvoir ainsi réunir près

d'un tiers du PS, les trois-quarts des Verts, les unitaires de la LCR, les refondateurs du PC et tous les non encartés qui piaffent d'impatience. Die Linke et La Gauche devront se doter d'une plateforme commune sur l'Europe et les militants devront au moins à titre symbolique être adhérents simultanément aux deux partis. L'internationalisme de cette démarche ringardisera le nationalisme étroit des droites. Bien entendu, ce parti n'est pas la solution attendue par les militants trotskistes, écologistes ou altermondialistes, mais sont-ils en droit de laisser la scène électorale à ceux qui l'occupent aujourd'hui ?

**G.K.W. VanDenParaboum**



## [ DOSSIER ] Expulsions

Le nombre d'immigrés en France n'a pas bougé depuis environ 25 ans<sup>1</sup>. C'est par manque d'idées critiques sur l'économie que nos dirigeants stigmatisent les populations issues de l'immigration et chassent menottés des pauvres gens ici et là. Ces expulsions sont inutiles économiquement et n'effrayent en rien les éventuels migrants. En revanche, comme en témoignent maints exemples actuels, ces expulsions sont des drames humains qui rappellent de bien tristes heures de la police française...

1 - Selon le recensement général de la population établi par l'Insee, la proportion d'immigrés reste stable depuis 25 ans et plus d'un immigré sur trois est de nationalité française : <http://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/politique-immigration/index/>

### Chronique d'une usurpation ordinaire ?

Mercredi 12 septembre, monsieur et madame X, parents d'élève, se présentent au collège parisien Utrillo (XVIII<sup>e</sup> arrondissement) suite à un coup de téléphone d'un CPE (Conseiller principal d'éducation) leur demandant de se rendre d'urgence dans l'établissement pour un problème concernant leur enfant.

Ils sont accueillis par un CPE, véritablement étonné de les voir arriver un mercredi après-midi, qui se démène pour connaître l'auteur du coup de fil. En vain, force est de constater que personne du collège n'a téléphoné. Les parents décident alors de repartir. Alors qu'ils sont encore dans l'enceinte de l'établissement, sous les yeux du CPE, des policiers en civil interviennent avec toute la délicatesse qu'on leur connaît, les menotent et les embarquent dans une voiture banalisée.

Témoin de cette arrestation, le CPE interroge un des policiers sur ces manières d'opérer. Fort de son droit et avec un aplomb sans borne, ce dernier rétorque et avoue qu'il est l'auteur du coup de fil ! Pour rassurer le personnel éducatif il ajoute de ne pas s'inquiéter, il n'a donné aucun nom. Et il rappelle fièrement que « la fin justifie les moyens ! » En France, paraît-il, l'usurpation d'identité peut être sanctionnée de 5 ans d'emprisonnement et de 75 000



*Méfiez-vous des postiches!*

euros d'amende, selon le code pénal, article 424-23. Cette loi sera-t-elle appliquée si les CPE travaillant dans ce collège portent plainte ?

**JMJ**

Source : bulletin Zéro de conduite, n°51.

[ DOSSIER ] **Expulsions****Exclusion avant expulsion**

L'article 21 de la loi sur l'immigration, ajouté par voie d'amendement par le député UMP Thierry Mariani, a finalement été rejeté le 16 octobre dernier suite au débat parlementaire. Cet article, qui a soulevé un tollé dans le milieu associatif, prévoyait d'exclure les sans-papiers des services des centres d'hébergement d'urgence. Son argument ? La crainte que les personnes en situation irrégulière utilisent l'accès à ces structures pour se prévaloir du droit au logement opposable. Or, justement, dans la loi DALO (Droit au logement opposable) votée en mars 2007, il est déjà précisé que celui-ci ne s'applique qu'aux personnes en situation régulière.

Devant une telle redondance, on se dit que les vraies motivations du député sont à chercher ailleurs... Par exemple, dans l'idée d'exclure un peu plus les sans-papiers des droits fondamentaux. Ce que Médecins du Monde qualifie de « triple peine : sans papiers, sans toit, sans possibilité d'aide ». Autrement dit, éloigner les personnes en situation irrégulière de toute possibilité d'intégration et de régularisation.

Actuellement, les centres d'hébergement d'urgence proposent une aide inconditionnelle aux personnes en difficulté, selon le principe du « premier arrivé, premier servi ». Mais depuis début 2007 et le relevé de décisions de M. Borloo (à l'époque ministre de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du logement) et de Mme Vautrin (ministre déléguée à la cohésion sociale et à la parité), les places d'hébergement d'urgence sont progressivement transformées en places dites « de stabilisation ». Ces places sont, officiellement, soumises à conditions, notamment celle de l'insertion socioprofessionnelle, laquelle est assujettie à une régularité de séjour.

En outre, la pression s'accroît sur les centres d'hébergement d'urgence via les préfetures, lesquelles leur demandent désor-

mais une liste nominative des gens hébergés. Cet état de fait nous rappelle la parution d'une circulaire, datée du 21 février 2006, qui décline les « conditions de l'interpellation d'un étranger en situation irrégulière ». Cette circulaire n'est ni plus ni moins qu'une méthode et une autorisation données aux forces de police d'entrer dans les lieux d'accueil des publics sans-papiers. Ces lieux pouvant être une préfecture, un centre d'hébergement ou un hôpital (la circulaire cite l'exemple d'un bloc opératoire comme lieu reconnu possible d'interpellation).

Dans un contexte où des députés soutiennent la mise en place de tests ADN dans les procédures de regroupement familial et où la connaissance de la langue française et des valeurs de la République (lesquelles exactement ?) deviennent des conditions à l'immigration, ces mesures prennent un sens encore plus fort. La vague de xénophobie qui a pour nom « immigration choisie » s'abat sur ceux qui, eux, n'ont pas toujours choisi d'immigrer.

**Mathieu P. avec Magali**



DR



## FBI made in France

Créer un FBI à la française, pour lutter contre le terrorisme : voilà l'objectif avoué de la DRI (direction des renseignements intérieurs) née de la fusion entre les RG (renseignements généraux) et la DST (direction de la surveillance du territoire).



La France ambitionnerait-elle de copier l'impuissance avérée des services américains? Que penser d'un projet qui rencontre tant de réticences, de la part des syndicats de policiers, de Jacques Chirac qui s'y est opposé pendant cinq ans et même de Michèle Alliot-Marie actuelle ministre de l'Intérieur? Mais en France, les ministres ne font que ce que le grand chef demande. Aussi MAM a-t-elle inauguré avec beaucoup de fierté les nouveaux bâtiments (qui ont coûté la bagatelle de 200 millions d'euros) tout en se défendant d'être à la botte de l'Elysée. Bien sûr dans son discours d'inauguration, MAM n'a pas oublié de rappeler que les hommes de la DRI avaient également une mission de surveillance des mouvements sociaux. Parce que dans l'esprit de nos gouvernants, la différence est mince entre un manifestant et un terroriste. Ceux qui ont défilé contre le CPE apprécieront. La presse n'a pas souligné la contradiction entre le combat affiché contre le crime international organisé et la réforme de services de renseignements intérieurs, ni le risque que fait peser sur les ci-

toyens la constitution d'une structure aussi puissante. Il faut bien comprendre comment la DST s'est formée. Dans les années 80, la France voulait concilier une politique d'ouverture ambitieuse avec les pays arabes tout en réagissant contre les bombes qui explosaient à Paris. Il fut décidé d'organiser une cellule anti-terroriste autour de magistrats qui oeuvreraient avec discrétion. Et ce service gagna ses lettres de noblesse sous la férule du juge Jean-Louis Bruguière. Ce système, spécifique à la France, fut critiqué au moindre problème, mais s'est montré d'une indéniable efficacité. Notre nouveau président, qui n'a jamais caché son peu d'affinité avec les magistrats, veut reprendre le contrôle de la DST en la plaçant sous la férule du ministre de l'Intérieur. Comme s'il n'était pas parfaitement logique que la lutte contre les mafias, les trafics de drogue, d'armes, voire d'enfants relève de la justice plutôt que du pouvoir exécutif. En associant les RG à ce projet, on les utilise pour la lutte contre le terrorisme au détriment d'autres secteurs, un peu comme aux États-Unis. D'autres secteurs ne seront

quasiment plus surveillés. Une solution idéale pour un homme qui veut dépenaliser la vie économique afin de ne pas inquiéter ses amis multimillionnaires. Bienvenue dans un monde qui cautionne les délits d'initiés des Lagardère présents et futurs. Les Français avaient pourtant été prévenus : ensemble, tout est possible. **Gosp**

### Drone de drame

La ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie a inauguré le salon Milipol (Salon mondial de la sécurité intérieure des États), qui s'est tenu du 9 au 12 octobre à Paris. 950 exposants y présentaient les dernières nouveautés en matière de technologie sécuritaire et militaire. La principale emplette de MAM est un drone : Elsa (Engin léger de surveillance aérienne), un prototype de drone de surveillance qui va être testé par l'Intérieur d'ici fin 2007. 600 grammes, un mètre d'envergure, 30 minutes d'autonomie en vol. Muni d'une caméra embarquée à visée infrarouge, il pourra, de jour comme de nuit, « surveiller les grands événements et manifestations », voire d'éventuelles violences urbaines. « *Ils coûtent moins chers que les avions et hélicoptères de surveillance auxquels nous avons recours actuellement* » pour les événements de grande ampleur notamment à Paris, a déclaré un responsable du ministère. ■





## Les héritiers du patronat et ceux de 68 sont dans un bateau...

Alors que Sarkozy et ses idéologues pratiquent un révisionnisme de combat contre Mai 68, l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), force principale du Medef, nous rappelle la réalité historique en se faisant prendre la main dans une caisse noire mise en place après 68.



Denis Gautier-Sauvagnac<sup>1</sup>, président démissionnaire de l'UIMM, aurait retiré, dans des conditions jugées suspectes, 5,6 millions d'euros en liquide une « caisse de secours mutuel ». Baptisée EPIM (Entraide professionnelle des industries de la métallurgie), cette caisse est abondée depuis 1972 de 600 millions d'euros. Selon un ancien président du CNPF (ancêtre du Medef) non-identifié cité par *Les Échos*, le but de cette caisse

était « d'éviter la mollesse de certains patrons dans les négociations, de les encourager à la fermeté moyennant rétribution ». Pour tenir contre les grèves, très virulentes entre 1965 et 1975. Ce fait montre de façon claire que le patronat a eu très peur des grévistes, non pas des étudiants comme le professe la « légende ».

Ceci doit nous interroger sur la transformation de l'histoire et la manipulation qui en est faite par

certain (voir ci-dessous). Les faits ont été vidés de leur substance politique et collective, pour être ramenés à un phénomène générationnel, discursif, libéral-libertaire et individualiste. Facile alors d'en faire la source idéologique des excès actuels du capitalisme. Les principaux auteurs de cette réécriture de 68, passés de l'extrême-gauche au « socialisme » rose pâle, voire au sarkozysme, confondent l'histoire avec leur histoire. Ce n'est pas pour se protéger de Luc Ferry, André Glucksmann, Alain Minc, Laurent Joffrin, Bernard Kouchner... que le patronat avait besoin d'une caisse de secours.

**Bo.F.**

1- Membre du conseil exécutif du Medef depuis 2000, président de la commission relations du travail et politiques de l'emploi. A ce titre, il préside, en alternance avec les syndicats de salariés, l'Unedic depuis 1994.

Pour en savoir plus : Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Editions complexe et Le Monde diplomatique, 2005

Sarkozy a fondé une grande part de sa campagne sur une réinterprétation des événements de 1968, notamment dans son discours de Bercy, le 29 avril 2007. « Mai 68 nous avait imposé le relativisme intellectuel et moral. Les héritiers de mai 68 avaient imposé l'idée que tout se valait, qu'il n'y avait aucune différence entre le bien et le mal, entre le vrai et le faux, entre le beau et le laid... Voyez comment l'héritage de mai 68 a introduit le cynisme dans la société et dans la politique... Voyez comment le culte de l'argent roi, du profit à court terme, de la spéculation, comment les dérives du capitalisme financier ont été portés par les valeurs de mai 68. Voyez comment la contestation de tous les repères

éthiques, de toutes les valeurs morales a contribué à affaiblir la morale du capitalisme, comment elle a préparé le terrain au capitalisme sans scrupule et sans éthique des parachutes en or, des retraites chapeaux et des patrons voyous, comment elle a préparé le triomphe du prédateur sur l'entrepreneur, du spéculateur sur le travailleur. »





## Des voitures plus écologiques ?

*Il ne suffit pas de s'acheter une conscience...*



### Des voitures moins sales

La consommation de carburant engendre, en France, 35 % des émissions de CO<sup>2</sup>, principal responsable de l'effet de serre. Depuis quelques années, les constructeurs nous promettent la « voiture propre », afin de nous déculpabiliser d'utiliser notre véhicule et maintenir ainsi intact le dynamisme du marché automobile. Les médias ne cessent de vanter les progrès des constructeurs : les émissions de CO<sub>2</sub> des voitures neuves ont baissé de 12 % depuis 1995. Oui, les voitures neuves sont plus écologiques que les modèles précédents et, afin d'atteindre l'objectif européen de 120g de CO<sub>2</sub>/km en 2012 (sur le parc de véhicules neufs), la Commission européenne doit proposer, d'ici la fin de l'année, la mise en place d'une législation contraignante qui serait imposée aux constructeurs à partir de janvier 2009.

### ...mais plus nombreuses

Mais ce que l'on nous dit moins souvent, c'est que ces progrès techniques ne compensent absolument pas l'augmentation du trafic. Conséquence : les émissions de CO<sub>2</sub> liées à l'automobile continuent d'augmenter. Selon l'IFEN<sup>1</sup>, « les émissions de CO<sub>2</sub> induites par les véhicules particuliers ont augmenté de 17 % entre 1990 et 2004.

### Bonne conscience

Depuis mai 2006, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle étiquette énergie/CO<sub>2</sub>, tout véhicule neuf en vente doit comporter une information sur sa consommation en carburant et ses émissions de CO<sub>2</sub>. Le consommateur achète donc en toute connaissance de cause. Mais il ne suffit pas de s'acheter une conscience, encore faut-il se la greffer. C'est-à-dire appliquer des principes de vie cohérents avec cet achat.

Par exemple, acheter le véhicule n°1 du palmarès annuel des véhicules propres de l'ADEME<sup>2</sup>, et l'utiliser pour se rendre à la boulangerie située à 2 km de son domicile, c'est un peu ridicule. Or au niveau de l'Union euro-

**[...] une fois sur deux on utilise sa voiture pour un trajet de moins de 3 km, une fois sur quatre pour un trajet de moins d'1 km et une fois sur huit pour faire moins de 500 m !**

péenne, les statistiques sont déplorables : une fois sur deux on utilise sa voiture pour un trajet de moins de 3 km, une fois sur quatre pour un trajet de moins d'1 km et une fois sur huit pour faire moins de 500 m !<sup>3</sup> Promouvoir une utilisation rationnelle de la voiture, ce n'est pas accuser les banlieusards qui se rendent au travail et dont la voiture constitue l'unique moyen de transport possible, mais lutter contre ces petits gestes là... **Magali**

1 - Source : Institut français de l'environnement - Décembre 2006

2 - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie :

[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

3 - Source : Institut français de l'environnement - septembre 2001





## Cherchez, mais pas des embrouilles !

**C**hristian Velot est enseignant-chercheur en génétique moléculaire à l'Institut de génétique et microbiologie (IGM, université Paris-Sud). Lanceur d'alerte<sup>1</sup>, il subit de multiples pressions professionnelles pour son travail d'information sur les OGM.

Dans une lettre ouverte<sup>2</sup>, il indique les problèmes auxquels il est confronté : « Après que la direction de mon Institut m'ait reproché de prendre des positions publiques sur les OGM au nom de mes tutelles (ce qui est bien sûr totalement faux, mes propos n'ayant toujours engagé que moi comme vous le

savez), mon équipe et moi avons fait l'objet de multiples pressions (confiscation de crédits qui nous privent de moyens de fonctionnement à partir de 2008, privation d'étudiants stagiaires, menace de déménagement forcé dans d'autres locaux, etc...). Et la semaine dernière, j'ai reçu un courrier officiel de ma direction m'annonçant que mon équipe ne fera plus partie de l'institut à partir de janvier 2010, date du début du prochain contrat quadriennal (la recherche publique fonctionnant sur des contrats de 4 ans). Cette décision a été prise de façon arbitraire, indépendamment de toute évalua-

tion scientifique et sans aucune consultation du conseil scientifique et du conseil d'institut. »

Même pendant le « Grenelle de l'environnement », les représailles contre les opposants aux OGM continuent.

**Bo.F.**

1 - Un lanceur d'alerte est un chercheur ayant dû agir le plus souvent contre l'avis de son institution, un salarié ayant révélé des manquements graves de son entreprise ou un groupe de citoyens ayant alerté les institutions sur des problèmes de santé.

Voir <http://sciencescitoyennes.org>  
2 - <http://www.amisdela terre.org/Lettre-de-Christian-velot.html>

### [ À TRAVERS LES MÉDIAS ]

## Un cas de censure passé inaperçu

Ce n'est pas parce qu'une radio ne fait que 1,1% d'audience<sup>1</sup> qu'il faut s'en désintéresser.

### Exemple à Radio France

Un extrait de l'émission «Boudoir & autres» du lundi 3 septembre 2007 a été censuré par le directeur de la chaîne publique France musique. Le passage coupé, caricaturant feu le couple Sarkozy, était le suivant : « Les images dérobées que donnent les journalistes placés en embuscade au pavillon de la Lanterne laissent voir des images de petit bourgeois enrichi. Monsieur fait son jogging et rentre dans le beau pavillon le tee-shirt trempé de sueur, madame promène un petit chien qu'un factotum ou un futur ministre essaie de faire rentrer à la maison en lui faisant des mines que la chétive créature dédaigne. On voit des 4x4, des gardes du corps qui pourraient sembler mafieux mais sûrement braves garçons. Bref, tout un air de haute ci-

vilisation nichée dans les bosquets du parc de Versailles »

La question que se posent les syndicats de Radio France est de savoir s'il y a eu intervention de l'Élysée ou si le directeur de la chaîne a cru bon de devancer les attentes de la présidence...

### Une affaire de fusible

La façon dont la censure s'est appliquée mérite aussi qu'on s'y arrête. En effet, l'émission était prête à être diffusée, c'est-à-dire, selon les règles en vigueur à Radio France, intouchable sauf par son auteur. Mais il a été demandé à un technicien en CDD, dont la précarité est sans doute gage de loyauté, d'effectuer la coupe sans que la responsable technique de l'émission en soit avertie.

Devant le tollé provoqué par cette

censure et par le moyen utilisé pour l'exercer, le directeur de la chaîne a décidé de licencier la responsable technique en lui attribuant la responsabilité de l'ensemble de l'affaire. Évidemment, c'est bien pratique pour la direction, puisqu'elle peut nier à la fois toute intervention sur l'émission et tout contournement des règles internes de fonctionnement qu'elle est elle-même chargée de faire appliquer.

**Le Piaf**

1 - Enquête Médiamétrie sur la période Avril-juin 2007.



LE PI AF - N°19 - NOVEMBRE/DÉCEMBRE 2007

## Ce n'est pas nous qui le disons...

Voici l'analyse des réformes menées par le gouvernement et expliquée aux nuls par Denis Kessler, ancien directeur international d'Axa, ancien vice-président du Medef, dans un tribune parue dans le magazine *Challenges* en octobre 2007 :

« Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme...

À y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945,

et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! [...] Cette « architecture » singulière a tenu tant bien que mal pendant plus d'un demi-siècle [...] Pourtant, elle est à l'évidence complètement dépassée, inefficace, datée. Elle ne permet plus à notre pays de s'adapter aux nouvelles exigences économiques, sociales, internationales. Elle se traduit par un décrochage de notre nation par rapport à pratiquement tous ses partenaires. Le problème de notre pays est qu'il sanctifie ses institutions, qu'il leur donne une vocation éternelle, qu'il les « tabouise » en quelque sorte. Si bien que lorsqu'elles existent, quiconque essaie de les réformer apparaît comme animé d'une intention diabolique. »  
**JMJ**



## [ AGENDA ]

**FESTIVAL DE FILMS ALIMENTERRE 2007**  
4 lundis pour mettre des images et des mots sur les désordres alimentaires du monde.

Du 19 novembre au 10 décembre - l'Entrepôt - 7-9, rue Francis de Pressensé - Paris 14<sup>e</sup> - <http://www.cfsi.asso.fr>

**DES INTELLECTUELS EN SARKOZIE**  
Réponses aux penseurs couchés devant le sarkozysme. Débat animé par Serge Halimi et Serge Fontenelle, suivi d'un concert de Fred Alpi.  
Jeudi 6 décembre - 19h30 - Centre international de culture populaire (CICP) - 21 ter, rue Voltaire - Paris 11<sup>e</sup>.

**LES MOBILISATIONS POLITIQUES ET SOCIALES EN FRANCE**  
Conférence-débat de Denis Sieffert, rédacteur en chef de l'hebdomadaire Politis.  
Jeudi 6 décembre - 19h30 - Librairie Résistances - 4 Villa (impasse) Compoint -

angle du 40 rue Guy Môquet - Paris 17<sup>e</sup>.  
[www.librairie-resistances.com](http://www.librairie-resistances.com)

**QUI DIT MIEUX ?**  
Avant-première du troisième volet de la critique du travail. Un long-métrage documentaire de Pierre Carles, Christophe Coello et Stéphane Goxe.  
Vendredi 7 décembre - 20h - Barbizon - Atoll 13 - 175ter, rue de Tolbiac - Paris 13<sup>e</sup>.  
[www.lebarbizon.org](http://www.lebarbizon.org)

**LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE DU LOCAL AU GLOBAL : POUR QUEL DÉVELOPPEMENT ?**  
Rencontre mondiale sur la démocratie participative organisée par la région Rhône-Alpes.  
Les 10, 11 et 12 décembre, à Grenoble, Valence, Saint-Etienne et Lyon.  
[www.democratie2007.rhonealpes.fr](http://www.democratie2007.rhonealpes.fr)

**POUR UNE GAUCHE DE GAUCHE**  
Colloque organisé par « Raisons d'Agir »  
Vendredi 14 décembre - 18h15 - université

Paris 1-Panthéon-Sorbonne - amphi 3 - Galerie Soufflot - 12 place du Panthéon - Paris 5<sup>e</sup>.  
<http://www.raisonsdagir.org>

**LA CRISE ÉCONOMIQUE AUX ÉTATS-UNIS ET SES CONSÉQUENCES**  
Conférence-débat, avec Dominique Plihon, membre du conseil scientifique d'Attac.  
Vendredi 14 décembre - 19h - à la librairie Résistances - 4 villa Compoint - Paris 17<sup>e</sup>.  
<http://www.local.attac.org/parisnw/index.html>

**POUR LES PARISIENS :**  
★ l'agenda mensuel des résistances et des alternatives est sur <http://letohubohu.free.fr/>  
★ un nouvel agenda militant sur <http://demosphere.eu>



## [ BULLETIN D'ABONNEMENT ]

LE PI AF



Le Piaf est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès, pour le lire et le partager.

Vous pouvez l'imprimer à partir du site [www.le-piaf.org](http://www.le-piaf.org)  
Si vous souhaitez devenir diffuseur du Piaf, nous vous proposons aussi de vous en envoyer un grand nombre à prix coûtant.  
Nous cherchons aussi des lieux de dépôt pour indiquer à nos lecteurs où trouver des Piaf.

Les chèques sont à adresser à l'ordre de : **Le Piaf**  
**Le Piaf - 3 rue d'Orchamp - 75018 Paris - France**

### JE SOUHAITE :

- 1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 €
- RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'1 NUMÉRO
- 30 EX = 4,60 €     100 EX = 9 €
- PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT
- ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PI AF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS)
- FAIRE UN DON

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

.....

EMAIL .....